

bénéfice des 20,610,000 citoyens qui composent notre nation, en 1968.

En 1967, soit au cours de l'année qui vient de s'écouler, les banques ont augmenté leur actif global de 3 milliards 200 millions, les compagnies ont augmenté leurs capitaux non taxés de plus de 15 milliards de dollars, et les gouvernements continuent de taxer le revenu des particuliers ainsi que leur pouvoir d'achat déjà insuffisant.

• (8.30 p.m.)

Les banques, les compagnies, les gouvernements eux-mêmes, bref, toutes les institutions ou corporations ne sont que des instruments de production ou d'administration au service de la population. Voilà que c'est la population qui est sacrifiée au bénéfice des banques, des compagnies, des gouvernements et des grandes institutions. Est-ce que cela n'est pas assez clair?

J'irai, monsieur l'Orateur, encore un peu plus loin. Voilà des faits, des constatations; voilà l'état de la question. Voilà la situation dans laquelle se trouve notre gouvernement—la première institution du Canada—le grand responsable de notre système monétaire, économique et politique.

Un gouvernement, avec 265 députés élus par le peuple, par les 20 millions de citoyens canadiens qui ont tous droit de vivre selon notre capacité de production! Nous sommes donc les responsables, ici, dans ce Parlement, du redressement qui s'impose dans notre économie.

Exposer les faits ne veut pas dire accuser, reprocher ou blâmer, pas même juger le gouvernement. Mais les faits parlent par eux-mêmes et nous aident à comprendre les causes d'une crise parlementaire qui ne prend encore que l'aspect d'un abcès superficiel, d'un abcès occasionnel, mais qui témoigne en toute virulence du vice fondamental qui se cache dans les tréfonds de notre administration, de notre législation gouvernementale, ici, au Parlement du Canada.

Résultats, donc, de l'année 1967: devant une population qui manque du nécessaire ou du bien-être normal, nos banques augmentent leurs actifs de 3 milliards 200 millions, nos compagnies encaissent ou forment de nouveaux capitaux de plus de 15 milliards de dollars, et l'on veut continuer de réduire le pouvoir d'achat des particuliers pour augmenter encore les profits, les capitaux des banques et des grandes compagnies.

Avec la collaboration, la protection, la connivence plus ou moins consciente des ministres et députés élus par le peuple, pour le peuple, nos banques et compagnies prospèrent, capitalisent, s'enrichissent à coups répétés de milliards, annuellement, et les gouvernements accusent des déficits, s'endettent,

capitulent, taxent les citoyens à revenu modeste pour payer des intérêts de plus en plus élevés sur les capitaux empruntés, sur des gros capitaux formés à l'origine justement par suite d'injustes exemptions de taxes.

A voir les choses aussi clairement que je les vois, il n'y a plus à chercher où est le mal; il n'y a plus qu'à le corriger à sa base. Augmenter le pouvoir d'achat aux endroits où il fait défaut, d'abord. La production est là, abondante, mais elle ne s'écoule pas selon les besoins de la population, précisément parce que la population manque de pouvoir d'achat.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je me permets d'interrompre l'honorable député à ce moment-ci pour lui demander s'il est bien persuadé que ce qu'il dit se rapporte à la motion présentée à l'étude.

**M. Latulippe:** Merci, monsieur l'Orateur.

Il me semble que je fais mon possible pour essayer de démontrer les méfaits du système actuel et où tout cela nous conduit présentement. C'est ce qui a provoqué la présente crise économique et cette culbute gouvernementale. C'est ce système qui l'a provoquée, et c'est la situation et le malaise que j'essayais de démontrer. Avant de terminer mes observations, j'ai un amendement à proposer à la motion du gouvernement.

On voit bien que nous ne faisons pas que déclarer les faits, trouver le mal, blâmer le gouvernement, mais que nous indiquons le remède, bref, une solution immédiate, efficace, pratique et logique. Il faut du pouvoir d'achat à différents endroits bien connus, mais il faut y pourvoir en allant prendre l'argent où il y en a déjà. Il faut aller chercher le pouvoir d'achat dans ces endroits où il y en a en surabondance, pour le placer où il en manque. C'est aussi simple que cela. Voilà la solution.

Le pouvoir d'achat du consommateur est plus important encore que le capital nécessaire à la production, car, à quoi servirait le capital de production, s'il n'y avait pas de consommateurs? Toute la production resterait sur les tablettes; le capital ne trouverait plus ni ses intérêts ni son remboursement, et la population aurait travaillé sans pouvoir jouir de la production qui lui est nécessaire.

Si donc, ici, dans notre Parlement du Canada, nous voulons revoir notre économie fonctionner normalement et fructueusement, il ne reste plus qu'à favoriser le relèvement du pouvoir d'achat dans ces endroits où il en manque encore, en allant chercher l'argent aux endroits où il y en a en surabondance. C'est ainsi seulement que nous corrigerons le chômage, que nous éliminerons l'inflation, que nous redresserons notre équilibre économique entre la production, la consommation